L'insécurité alimentaire régionale, les migrations de travail et les barrages routiers

Considérations essentielles

Ce document résume quelques considérations essentielles sur l'insécurité alimentaire, la migration des hommes et des jeunes dans le cadre du travail et l'implication de ces mouvements dans réponse au virus Ebola. Les informations détaillées ont été collectées à partir de suggestions et d'idées fournies par des réseaux d'anthropologues* travaillant au Libéria, au Sierra Leone et en Guinée (au sein même des pays et à distance). Ce sont des considérations générales qui sont largement pertinentes en ce qui concerne la circulation des personnes au cours de la saison sèche, mais une investigation plus approfondie des spécificités locales est nécessaire.

*Anthropologues venant du Sierra Leone, du Libéria, de Guinée, du Sénégal, du Royaume-Uni, des États-Unis, du Canada, d'Allemagne, de France, de Belgique et des Pays-Bas.

L'insécurité alimentaire

- La région entre maintenant dans la saison sèche et s'approche de la phase de récolte du cycle agricole.
- A cause d'Ebola, il est probable que les pénuries de main-d'œuvre aient un impact sur la capacité des
 agriculteurs à mobiliser les grandes équipes nécessaires aux récoltes, et une grande partie de la production
 annuelle de riz ne sera donc pas récoltée. En conséquence, la FAO projette de graves pénuries de riz dans
 les mois à venir.
- Cela signifie que la «saison de la faim» commencera probablement en Mars ou Avril 2015 (au lieu de Juin Octobre) et les gens devront faire face à l'insécurité alimentaire bien avant le prochain cycle de récolte et de plantation. En conséquence, les gens sont susceptibles de manger les semences de riz (riz qui a été mis de côté pour la plantation en 2015), ce qui affectera également le cycle agricole en 2015-2016.
- Les pénuries de main-d'œuvre causées par le virus Ebola sont susceptibles d'entraîner une insécurité alimentaire à grande échelle dans toute la région pour les 24 prochains mois. L'insécurité alimentaire a un impact sur l'immunité, et l'accès à la nourriture, un impact direct sur le respect des procédures de diagnostic et de gestion du virus Ebola.
- L'insécurité alimentaire est susceptible de provoquer une augmentation de la mobilité des personnes à la recherche de nourriture (des zones urbaines vers les zones rurales, des zones rurales vers les zones urbaines, à travers les régions et les frontières nationales), en particulier dans un contexte de hausse des prix des denrées alimentaires et de pénuries de main-d'œuvre. Cela constitue un risque direct pour la propagation du virus Ebola dans des zones auparavant épargnées.

La mobilité des hommes

- Les hommes jeunes tout comme les plus âgés attendent la saison sèche pour migrer afin de trouver du travail (par exemple, dans les mines, les exploitations forestières des forêts profondes, les mines de diamants et dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire).
- Cette pratique courante conduit à une grande mobilité des hommes, et cela s'accélère rapidement lorsque la saison sèche commence dans la dernière semaine d'Octobre / première semaine de Novembre.
- Les mouvements sont régionaux étant donné que les hommes traversent les frontières entre le Libéria, le Sierra Leone, la Guinée et la Côte d'Ivoire.

- Une telle migration du travail est un élément essentiel de l'économie et de la culture financière des communautés locales et ne pas voyager pendant la saison sèche n'est pas une stratégie économique viable pour la plupart des gens. Bien que cela augmente la propagation et le risque d'Ebola dans des zones jusque-là indemnes, il est probable que les efforts pour empêcher de telles migrations et les flux de travail et de salaires seront contournés ou feront l'objet de résistances.
- En outre, voyager pendant la saison sèche est une pratique coutumière étroitement lié aux rituels annuels, aux pratiques saisonnières et aux engagements socio-culturels comme les mariages. Comme les routes se dessèchent et les mouvements deviennent plus faciles, les voyages locaux et régionaux vont globalement augmenter. Pour de nombreuses communautés, il est normal de reporter les funérailles jusqu'à la saison sèche pour permettre à un grand nombre de personnes d'y assister.

Les points de contrôle pour surveiller les mouvements de populations

- Les communautés sont investies dans le contrôle de la circulation des personnes dans et hors de leurs communautés, et dans le contrôle la propagation du virus Ebola.
- Certains rapports font état de postes de contrôle locaux et de barrages routiers à l'extérieur des
 communautés, une tactique très visible. Ce sont des pratiques adoptées pendant les guerres, réactivées
 dans ce contexte. L'utilisation des barrages routiers et des points de contrôle ont existé lors de conflits
 récents et sont une stratégie respectée pour empêcher l'arrivée d'étrangers indésirables (y compris les
 travailleurs humanitaires et les équipes d'inhumation).
- Ce sont souvent les jeunes hommes qui contrôlent les barrages routiers et les points de contrôle. Il y a un risque que leur mobilisation et l'utilisation de points de contrôle puissent rappeler la façon dont les unités de défense civile et les milices étaient perçues et mentionnées pendant les guerres (par les participants et la communauté), y compris la perte d'autorité et de contrôle par des aînés locaux.

Recommandations

- Il doit y avoir une différenciation claire entre a) la mobilité pour la sécurité du revenu et de la nourriture et
 b) la mobilité pour cause de maladie et la recherche de traitement. Pour empêcher les gens de se déplacer
 pour trouver un traitement, les soins devraient être fournis le plus proche possible de la communauté (par
 les CCC ou des interventions similaires). Il peut y avoir quarantaine ou d'autres techniques d'isolement
 dans les cas de mobilité due à la maladie, mais en aucun cas en ce qui concerne les mouvements de
 recherche de revenus ou nourriture.
- Des précautions doivent être prises lors de l'imposition de restrictions de mobilité car cela peut causer des difficultés socio-économiques, de la frustration et des ressentiments. Il y a différentes raisons qui provoquent les mouvements de population et celles-ci devraient être traitées directement afin de désamorcer le risque de confrontation. Si les gens se déplacent pour assurer l'approvisionnement en nourriture, des mesures doivent être prises pour la provision locale de nourriture dans la région pour les 24 prochains mois. Si les gens se déplacent à des fins de recherche d'emploi, il est important de comprendre et de compenser l'impact économique des limitations de mouvement. Ces types de mouvements ne devraient être découragés que si et lorsque des mécanismes qui offrent des alternatives locales viables ont été établis.
- Plutôt que de percevoir les points de contrôle et barrages routiers de façon négative ou comme des perturbateurs sociaux, ils devraient être considérés comme des sites importants d'engagement avec les communautés locales où les problèmes de circulation des personnes, de matériel, d'information et de connaissances peuvent être directement résolus. Par exemple, les postes de contrôle et barrages routiers

peuvent être efficacement utilisés comme des sites de surveillance du virus, de triage et de renvoi vers des unités de traitement (notamment dans les zones auparavant épargnées comme l'arrière-pays rural ou l'ouest de la Côte d'Ivoire).

- Alors que les efforts faits par l'Etat ou les militaires pour restreindre les mouvements peuvent faire face à
 des résistances, les postes de contrôle et barrages routiers ont une légitimité locale et peuvent être
 acceptés et accueillis positivement. Quand un engagement avec des points de contrôle a lieu, il est
 préférable de déployer des individus respectés localement, qui peuvent agir en tant que représentants de
 l'Etat, comme les infirmières, les travailleurs de santé communautaires et les dirigeants locaux, plutôt que
 la police ou l'armée.
- Il est recommandé que les structures de gouvernance locale soient soutenues dans l'édiction de directives sur une conduite sécurisée dans les barrages routiers et les points de contrôle locaux. Ces lois communautaires locales concernant les barrages devraient chercher à atténuer la violence économique ou physique, à soutenir le leadership communautaire dans le contrôle des barrages routiers et des postes de contrôle, et à amener les leaders de la communauté à utiliser des mécanismes de résolution de conflits non-violents lorsque des points négatifs émergent.
- Un engagement positif doublé d'un encadrement encourageant, est essentiel pour structurer les activités de la jeunesse et pour atténuer les risques associés aux jeunes marginalisés. Beaucoup de jeunes interlocuteurs masculins ont souligné que les jeunes ont besoin de se présenter eux-mêmes et leur implication de façon à être respectés et «pris au sérieux» par la génération plus âgée.